

Cette convention précise, en plus du contenu prévu par les dispositions réglementaires prises en application de l'article **L. 6353-1**, la certification ciblée ainsi que la nature et les conditions de prise en charge des frais mentionnés à l'article **R. 6422-9**. Sa signature est conditionnée à la production, par le candidat, de tout document attestant de la recevabilité de sa demande de validation des acquis de l'expérience.

II.-Lorsque le candidat à une validation des acquis de l'expérience mobilise son compte personnel de formation en vue de financer les actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience, l'acceptation des conditions générales d'utilisation du service dématérialisé mentionnées à l'article **L. 6323-9** tient lieu de convention.

III.-Lorsqu'une personne entreprend, à titre individuel et à ses frais, des actions en vue de faire valider les acquis de son expérience, une convention est conclue entre elle et les organismes intervenant dans cette procédure. Ce contrat est conforme aux articles **L. 6353-3** à **L. 6353-7**.

service-public.fr

> Validation des acquis de l'expérience (VAE) : Convention

R. 6422-12

Décret n°2019-1119 du 31 octobre 2019 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La signature par le salarié de la convention mentionnée au I de l'article **R. 6422-II** atteste de son consentement au sens de l'article **L. 6421-1**.

Chapitre III : Accompagnement des candidats à la validation des acquis de l'expérience et suivi statistique

Section 1 : Dispositions générales

R. 6423-1

Décret n°2019-1119 du 31 octobre 2019 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'accompagnement des candidats à la validation des acquis de l'expérience entre dans le champ d'application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue prévues au 3° de l'article **L. 6313-1**.

Section 2 : Contenu et déroulement

R. 6423-2

Décret n°2017-1135 du 4 juillet 2017 - art. 11

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'accompagnement est facultatif et débute dès que la demande de recevabilité en vue de la validation des acquis de l'expérience a été déclarée recevable. Il prend fin à la date d'évaluation par le jury.

Il peut s'étendre, en cas d'attribution d'une ou plusieurs parties de certification, jusqu'au contrôle complémentaire prévu au *sixième alinéa du II de l'article L. 335-5 du code de l'éducation* ou au troisième alinéa de *l'article L. 613-4 du même code*.

R. 6423-3

Décret n°2019-1119 du 31 octobre 2019 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience est proposé en fonction des besoins du candidat. Ceux-ci sont déterminés avec le candidat, notamment en fonction des formations complémentaires recommandées, le cas échéant, par le ministère ou l'organisme certificateur au terme de l'examen de la recevabilité de sa demande. Il comprend un module de base composé d'une aide méthodologique à la